



Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

Distr. générale
21 mars 2012
Français
Original: anglais

Groupe de travail sur le trafic illicite de migrants

Vienne, 30 mai-1^{er} juin 2012

Point 3 de l'ordre du jour provisoire*

**Bonnes pratiques et difficultés rencontrées
dans les domaines de la protection et de l'assistance
fournies aux migrants objet d'un trafic illicite**

Difficultés et bonnes pratiques en matière de protection et d'assistance fournies aux migrants objet d'un trafic illicite

Note du Secrétariat

I. Introduction

1. Conformément à la résolution 5/3 adoptée par la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée à sa cinquième session, un groupe de travail intergouvernemental provisoire à composition non limitée sur le trafic illicite de migrants a été créé pour conseiller la Conférence et l'aider à s'acquitter de son mandat en ce qui concerne le Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée.
2. Dans cette résolution, la Conférence soulignait que, conformément au Protocole relatif aux migrants, il faut traiter les migrants avec humanité et protéger pleinement leurs droits, sans oublier à cet égard que les États parties sont tenus, en vertu de l'article 16 du Protocole, de prendre toutes les mesures appropriées pour protéger les droits des personnes qui ont été l'objet d'un trafic illicite au sens du Protocole, en particulier le droit à la vie et le droit de ne pas être soumis à la torture ou à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.
3. La première session du Groupe de travail se tiendra à Vienne (Autriche), du 30 mai au 1^{er} juin 2012.
4. Le présent document d'information a été établi par le Secrétariat pour faciliter les discussions du Groupe de travail.

* CTOC/COP/WG.7/2012/1.



II. Sujets de discussion

5. Le Groupe de travail sur le trafic illicite de migrants souhaitera peut-être examiner les questions suivantes, qui serviraient de base à ses délibérations:

- Quelles difficultés se posent actuellement pour satisfaire aux obligations de protection énoncées dans le Protocole relatif aux migrants?
- Quels obstacles empêchent actuellement les migrants objet d'un trafic illicite d'accéder à la justice dans les situations où ils sont victimes de violences au cours de ce trafic?
- À quelles difficultés se heurte-t-on actuellement pour répondre aux besoins particuliers des femmes et des enfants?
- Quelles difficultés se posent actuellement pour aider les migrants dont la vie ou la sécurité ont été mises en danger par le fait d'avoir été l'objet d'un trafic illicite?
- Quel serait le meilleur moyen pour les États de coopérer afin d'aider les migrants dont la vie ou la sécurité ont été mises en danger par le fait d'avoir été l'objet d'un trafic illicite?
- Comment faire en sorte que des mécanismes d'orientation efficaces soient en place pour les migrants objet d'un trafic illicite qui sont aussi victimes d'infractions ou qui ont besoin d'une protection spéciale?
- Comment améliorer l'accès à la justice pour les migrants objet d'un trafic illicite qui sont victimes d'une infraction?

III. Bref exposé des problèmes et pistes d'action possibles

A. Obligations de protection et d'assistance

6. Le Protocole relatif aux migrants a pour objet, comme l'énonce son article 2, de prévenir et combattre le trafic illicite de migrants et de promouvoir la coopération entre les États parties à cette fin, tout en protégeant les droits des migrants objet d'un tel trafic. L'article 16 du Protocole comporte des mesures de protection et d'assistance que les États parties doivent prendre pour sauvegarder et protéger les droits des personnes qui ont été l'objet des actes énoncés à l'article 6 dudit Protocole. Ces actes sont, entre autres, le trafic illicite de migrants et le fait de permettre à une personne, qui n'est ni un ressortissant ni un résident permanent, de demeurer dans l'État concerné, sans satisfaire aux conditions nécessaires au séjour légal dans ledit État.

7. On peut résumer comme suit les principales exigences de l'article 16 du Protocole relatif aux migrants: chaque État partie doit prendre des mesures appropriées pour protéger les migrants objet d'un trafic illicite de la mort, de la violence, de la torture ou d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, et accorder une assistance appropriée aux personnes mises en danger par les auteurs du trafic, en tenant compte des besoins particuliers des femmes et des enfants. De plus, en cas de détention, chaque État partie est tenu de respecter

l'obligation qu'il a contractée en vertu de la Convention de Vienne sur les relations consulaires d'informer la personne concernée des obligations de notification et de communication qu'impose ladite Convention.

8. La clause de sauvegarde inscrite au paragraphe 1 de l'article 19 du Protocole relatif aux migrants précise que l'application du Protocole n'a aucune incidence sur les autres droits, obligations et responsabilités des États et des particuliers en vertu du droit international, y compris du droit international humanitaire et du droit international relatif aux droits de l'homme et en particulier, lorsqu'ils s'appliquent, de la Convention de 1951¹ et du Protocole de 1967² relatifs au statut des réfugiés ainsi que du principe de non-refoulement qui y est énoncé.

9. La clause de sauvegarde inscrite au paragraphe 2 de l'article 19 du Protocole relatif aux migrants précise que les mesures énoncées dans le Protocole sont interprétées et appliquées d'une façon telle que les migrants ne font pas l'objet d'une discrimination au motif qu'ils sont l'objet d'un trafic illicite, et que l'interprétation et l'application de ces mesures sont conformes aux principes de non-discrimination internationalement reconnus.

B. Protection des droits des migrants objet d'un trafic illicite

10. Le paragraphe 1 de l'article 16 du Protocole relatif aux migrants réaffirme le droit fondamental à la vie inscrit au paragraphe 1 de l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Le droit de toute personne, qu'il s'agisse d'un migrant ou non, à bénéficier de soins médicaux d'urgence, n'est pas clairement défini, mais il peut être extrapolé du droit à la vie car, dans certaines situations, le déni ou le refus de tels soins médicaux d'urgence peut constituer une violation de ce droit. Cette obligation faite expressément aux États parties de protéger le droit à la vie est particulièrement importante lorsque les conditions du trafic illicite menacent la vie des migrants.

11. Aux termes du paragraphe 2 de l'article 16, les États parties sont tenus de prendre des mesures appropriées pour protéger les migrants contre toute violence pouvant leur être infligée du fait qu'ils ont été l'objet des actes énoncés à l'article 6 du Protocole. Les mesures appropriées visant à satisfaire à cette obligation seront décidées au niveau de l'État, compte tenu des types de violences susceptibles d'être infligées aux migrants objet d'un trafic illicite. Les bonnes pratiques dans ce domaine consistent à tenir compte des migrants objet d'un trafic illicite dans les programmes de prévention de la criminalité, à proposer des programmes de soutien aux ressortissants à l'étranger qui sont des migrants objet d'un trafic illicite, et à faire en sorte que les migrants aient accès à la justice et à une protection physique par l'intermédiaire des services de détection et de répression. La bonne pratique consiste, non seulement à enquêter sur les actes de violence en les considérant comme des infractions distinctes commises à l'encontre des migrants objet d'un trafic illicite, mais aussi à conférer à ces actes le caractère de circonstances aggravantes dans les poursuites relatives au trafic illicite de migrants, venant s'ajouter à celles prévues au paragraphe 3 de l'article 6 du Protocole relatif aux migrants.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 189, n° 2545.

² Ibid. vol. 606, n° 8791.

C. Assistance aux migrants dont la vie ou la sécurité sont mises en danger

12. Aux termes du paragraphe 3 de l'article 16 du Protocole relatif aux migrants, les États parties sont tenus d'accorder une assistance appropriée aux migrants dont la vie ou la sécurité sont mises en danger par le fait qu'ils ont été l'objet d'un trafic illicite. Le Protocole fait de l'octroi d'une assistance une obligation absolue, tout en laissant les États parties décider de la manière dont cette assistance doit être apportée. Selon les circonstances dans lesquelles les migrants ont fait l'objet d'un trafic illicite, les États pourront envisager essentiellement une législation ou d'autres mesures pour assurer la sécurité physique par exemple, afin de protéger les migrants de représailles de la part des auteurs du trafic, pour leur fournir une aide alimentaire, un hébergement et des soins médicaux d'urgence ou encore pour leur donner accès aux services consulaires et à des conseils juridiques.

13. L'assistance minimale que les États parties doivent apporter peut être extrapolée du droit international. Outre le droit à la vie dont il est question au paragraphe 9 ci-dessus, le droit à la santé, inscrit à l'article 12 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, impose aux États l'obligation expresse de veiller à ce que toute personne, migrante ou non, bénéficie de soins médicaux d'urgence. De même, le droit à la nourriture, inscrit à l'article 11 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, impliquerait pour les États un devoir exprès de faire en sorte que chacun ait accès à une nourriture suffisante.

14. Les bonnes pratiques consistent ici à allouer des ressources suffisantes pour porter assistance aux migrants objet d'un trafic illicite, à établir des normes de conduite appropriées pour les agents qui sont confrontés à des situations de trafic illicite de migrants, à appliquer des procédures opérationnelles normalisées dans la prestation de l'assistance aux migrants dont la vie et la sécurité sont en danger, et à enquêter sur les allégations de non-assistance aux migrants objet d'un trafic illicite dont la vie ou la sécurité sont mises en danger.

15. Lorsqu'ils bénéficient d'une assistance appropriée, les migrants objet d'un trafic illicite sont plus susceptibles de coopérer avec les autorités dans le cadre du processus de justice pénale et d'apporter leur concours aux enquêtes et aux poursuites à l'encontre des auteurs du trafic.

D. Mécanismes d'orientation

16. En vertu du paragraphe 8 de l'article 18 et du paragraphe 1 de l'article 19, les États sont tenus de faire en sorte que l'application du Protocole relatif aux migrants ne porte pas atteinte aux protections déjà offertes par le droit international aux migrants qui sont des réfugiés ou des demandeurs d'asile. Certains réfugiés ou demandeurs d'asile font appel aux services de passeurs pour fuir leur pays. Ces personnes peuvent légitimement prétendre à une protection internationale, par exemple au titre de la Convention de 1951, ou en vertu du droit international relatif aux droits de l'homme. Le principe de non-refoulement inscrit au paragraphe 1 de l'article 33 de la Convention de 1951 veut qu'aucun État n'expulse ou ne refoule, de quelque manière que ce soit, un réfugié sur les frontières des territoires où sa vie ou

sa liberté serait menacée en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques.

17. Certains migrants objet d'un trafic illicite peuvent devenir victimes d'infractions en conséquence du trafic illicite. Par exemple, ils peuvent devenir des victimes de la traite des personnes, comme l'explique le document d'information intitulé "Difficultés et bonnes pratiques en matière d'incrimination, d'enquêtes et de poursuites relatives aux trafic illicite de migrants"³. Les migrants objet d'un trafic illicite peuvent aussi devenir victimes d'autres infractions pendant ce trafic, notamment d'agressions ou de violences sexuelles. Comme toutes les victimes d'infractions, les migrants objet d'un trafic illicite devraient avoir accès aux processus de la justice pénale afin que les infractions commises à leur encontre fassent l'objet d'une enquête et de poursuites.

18. Des mécanismes d'orientation doivent être mis en place pour que les personnes ayant besoin d'une protection et d'une assistance particulières (notamment les réfugiés, les demandeurs d'asile ou les victimes d'infractions) puissent avoir accès aux services appropriés. La bonne pratique en matière d'application de mécanismes d'orientation pour les migrants objet d'un trafic illicite qui s'avèrent être des réfugiés, des demandeurs d'asile ou des victimes d'infractions, consiste à veiller à ce que ces personnes puissent continuer de participer au processus de la justice pénale en tant que témoins du trafic illicite de migrants.

³ CTOC/COP/WG.7/2012/2.

Annexe

Outils essentiels et ressources recommandées

Référentiel d'aide à la lutte contre le trafic illicite de migrants de l'UNODC

Le Référentiel d'aide à la lutte contre le trafic illicite de migrants de l'UNODC a été conçu pour aider les pays à appliquer le Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée. Il propose des orientations, offre des pratiques prometteuses et recommande des ressources par domaines thématiques. L'Outil 8 s'intéresse spécialement à la protection et à l'assistance.

www.unodc.org/unodc/en/human-trafficking/migrant-smuggling/toolkit-to-combat-smuggling-of-migrants.html

Manuel de formation de base sur les enquêtes et les poursuites relatives au trafic illicite de migrants de l'UNODC

Le Manuel de formation de base sur les enquêtes et les poursuites relatives au trafic illicite de migrants de l'UNODC est un guide pratique et un outil de formation pour les praticiens de la justice pénale du monde entier. Chacun de ses modules se veut adaptable aux besoins des différents pays et régions et peut servir de base pour mettre à niveau ou compléter d'autres programmes de formation des instituts nationaux de formation.

<http://www.unodc.org/unodc/en/human-trafficking/electronic-basic-training-manual-on-investigating-and-prosecuting-smuggling-of-migrants.html>

UNODC In-depth Training Manual on Investigating and Prosecuting the Smuggling of Migrants

Le manuel de formation approfondie sur les enquêtes et les poursuites relatives au trafic illicite de migrants de l'UNODC développe le Manuel de formation de base pour promouvoir une compréhension commune des concepts pertinents et encourage les États parties à adopter des approches se renforçant mutuellement dans leurs ripostes contre le crime transnational organisé de trafic illicite de migrants. Le manuel propose une approche concrète pour les enquêtes et les poursuites en matière de trafic illicite de migrants, et offre des pratiques prometteuses intéressantes tous les pays d'origine, de transit ou de destination, indépendamment de leur système juridique.

www.unodc.org/unodc/en/human-trafficking/migrant-smuggling/in-depth-training-manual-on-smuggling-of-migrants.html

Cadre d'action international pour l'application du Protocole relatif aux migrants de l'UNODC

Le Cadre d'action international pour l'application du Protocole relatif aux migrants est un outil d'assistance technique destiné à favoriser l'application efficace du Protocole relatif aux migrants. Il a pour objectif d'aider les États parties et les acteurs non étatiques à déceler et combler, conformément aux normes internationales, les lacunes de leur riposte au trafic illicite de migrants. Il s'appuie

sur des instruments internationaux, des engagements politiques, des lignes directrices et des meilleures pratiques en vue d'une approche globale visant à prévenir et à combattre le trafic illicite de migrants. Il est composé de quatre tableaux traitant des poursuites (et enquêtes), de la protection (et l'assistance), de la prévention, et de la coopération (et coordination).

www.unodc.org/documents/human-trafficking/Migrant-Smuggling/Framework_for_Action_Smuggling_of_Migrants.pdf

Loi type contre le trafic illicite de migrants de l'UNODC

La Loi type contre le trafic illicite de migrants de l'UNODC a été élaborée pour aider les États à appliquer les dispositions du Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée. Elle vise à faciliter l'examen et la modification de la législation existante, ou l'adoption d'une nouvelle législation, en proposant des dispositions types sur l'incrimination de l'infraction de trafic illicite de migrants; sur la protection et l'assistance offertes aux migrants objet d'un trafic illicite; sur la coopération et la coordination entre organismes; sur la coopération relative au trafic illicite de migrants par mer; et sur les processus de retour des migrants objet d'un trafic illicite.

www.unodc.org/documents/human-trafficking/Model_Law_SOM_F_ebook_V1052716.pdf
